

Le groupe français est attaqué par les ONG pour la construction de la centrale hydroélectrique de Jirau, qui menace l'environnement et met en péril des groupes d'Indiens isolés.

En Amazonie, tirs de barrage contre GDF-Suez



Par **CHANTAL RAYES**
Correspondante à São Paulo

Le groupe GDF-Suez est sur la sellette au Brésil. Objet du conflit : le gigantesque barrage de Jirau, d'une capacité de 3 450 mégawatts, que le consortium Energia Sustentável do Brasil (ESBR), contrôlé par le groupe énergétique français, construit dans l'Etat du Rondônia. Ce barrage devrait entrer en exploitation d'ici deux ans sur le fleuve Madeira, le principal affluent de l'Amazone, et s'intègre dans un programme de construction de quatre centrales hydroélectriques sur cette rivière. Des ONG brésiliennes et internationales, relayées en France dans le *Monde* par l'écrivain Jean-Marie

Gustave Le Clézio et l'ethnologue Jean-Patrick Razon, de Survival International, accusent GDF-Suez de menacer la diversité biologique et socioculturelle de la région. Et notamment, expliquent-elles dans une lettre adressée le 13 janvier au PDG du groupe, Gérard Mestrallet, de mettre en danger la survie de groupes indiens isolés, qui refusent tout contact avec les Blancs. La Funai, l'autorité publique chargée de la politique indigène au Brésil, a retrouvé des traces de ces groupes à une distance de 10 à 30 kilomètres du chantier de Jirau. Effrayés par les explosions sur le chantier, précise la Funai, ils ont déjà fui vers une zone occupée par des orpailleurs. Or le premier contact avec le monde des Blancs risque de leur être fatal. «*Leur système im-*

munitaire est faible, alerte Israel Vale, de l'ONG Kanindé. *Une grippe peut les tuer. Sans parler des risques de conflit violent.* Selon lui, il faudrait suspendre les travaux en attendant qu'une terre leur soit attribuée. «*Impossible*, rétorque Antonio Luiz Jorge, responsable environnement du consortium ESBR. *Nous avons un contrat à respecter. D'ailleurs, la Funai ne nous a rien demandé de tel!*» Le consortium doit bien financer des mesures de protection. Mais, selon Jorge, «*la Funai ne les a toujours pas mises en œuvre*». D'autres groupes indiens vivent dans la région du Madeira. «*Les plus proches sont à 40 kilomètres de Jirau, ils ne vont subir aucun impact*», assure le responsable d'ESBR. «*Ils ne seront pas déplacés*, concède Telma

Monteiro, de l'ONG Kanindé, mais avec le défrichement et le risque de disparition des espèces animales et végétales, ils vont pâtir du recul de la chasse et de la pêche, qui fournissent la base de leur alimentation.» Aussi aurait-il fallu obtenir leur «consentement libre, préalable et informé», comme le veut la législation brésilienne. Ce qui ne serait pas le cas, selon les ONG. Faux, répond Jorge. «*Des leaders indiens étaient aux audiences publiques*», au cours desquelles les impacts de l'ouvrage ont été exposés. «*Ils ont été sélectionnés*», riposte Israel Vale.

ENQUÊTE

MOINS-DISANT. Roland Widmer, des Amis de la Terre, s'inquiète lui du sort des 400 familles indiennes riveraines qui seront déplacées.

«*Elles perdent leur mode de vie et leurs moyens de subsistance, comme la pêche ou l'agriculture [sur les plaines alluviales, ndr]*», dit-il. Et puis, rien ne dit qu'il sera possible de cultiver autour du réservoir du barrage, comme l'assure ESBR : «*Il y a un risque que la zone soit inondée en permanence.*»

Le consortium a par ailleurs copé d'amendes pour avoir défriché et entamé les travaux sans l'aval des autorités. ESPR, qui nie toute irrégularité, a intenté un recours. Mais il est également rattrapé par sa politique de moins-disant social. L'inspection du travail a retrouvé l'an passé 38 ouvriers logés dans des conditions insalubres. Payés, en outre, la moitié de ce qu'on leur avait promis. Ils travaillaient pour une société à laquelle ESBR a confié

REPÈRES



GDF-Suez se targue sur son site internet d'être, avec près de 1700 collaborateurs, «un acteur de référence au Brésil». Le groupe y est implanté depuis cinquante ans, «et est aujourd'hui le premier producteur privé d'électricité du pays, par l'exploitation de 21 centrales, dont 13 hydroélectriques».

LES INDIENS MENACÉS

Le barrage de Belo Monte menace le respect de la biodiversité et la survie de 12 000 familles, notamment indigènes, qui pourraient être privées d'eau et de nourriture par le détournement d'une portion du fleuve longue de 100 kilomètres.

LA PRODUCTION ÉLECTRIQUE AU BRÉSIL

